



Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 014 – Mise à disposition de moyens par la Ville de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*,

Vu le projet de convention joint à la présente,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article premier : Le Président est autorisé à signer la convention jointe à la présente délibération.

Article second : Le Président est autorisé à signer l'avenant joint à la présente délibération de transfert du marché n°2009 106 00 10035 passé par la Ville de Paris pour l'accompagnement de la communication et la maintenance du site internet.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a loop.

La Présidente du Comité syndical

CONVENTION

RELATIVE AUX MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES MOYENS DE LA VILLE DE PARIS AFFECTES AU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'

Entre

La Ville de Paris, représentée par le Maire de Paris, dûment habilité par délibération du Conseil de Paris en date du

D'une part,

Et

Le Syndicat Mixte Autolib', syndicat mixte ouvert, ayant son siège social à l'Hôtel de Ville de Paris, représentée par le Président de son Comité Syndical, habilité par délibération du Comité syndical en date du 24 septembre 2009
ci-après dénommé le Syndicat Mixte d'autre part,

Préambule

Lors de la séance du Conseil de Paris en date du 2 et 3 février 2009, la Ville de Paris a décidé d'autoriser le Maire de Paris à demander au Préfet de la Région Ile de France la création d'un syndicat mixte ouvert destiné à mettre en œuvre le projet Autolib' en coopération avec les communes et les communautés d'agglomération, les Départements de petite couronne et la Région. Le Préfet a autorisé la création de ce syndicat par arrêté en date du 6 juillet 2009.

Dans ce cadre et d'un commun accord, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : La Ville de Paris met à disposition du Syndicat Mixte, contre remboursement, et conformément à l'article 5721-9 du code Général des Collectivités Territoriales, les personnels de la Ville de Paris que les parties jugeront d'un commun accord utiles au bon accomplissement des missions du syndicat mixte, le temps pour le Syndicat de recruter ses personnels sur ses emplois propres.

Conformément aux dispositions du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, les personnels fonctionnaires titulaires de la Ville de Paris pourront, avec leur accord, être mis à disposition du Syndicat Mixte pour une période de 1 an. Les personnels non fonctionnaires sont mis à la disposition du Syndicat Mixte dans les mêmes conditions que les personnels fonctionnaires.

Cette mise à disposition peut cesser à tout moment en cas d'accord entre les parties et, de fait lors du recrutement des personnels par le syndicat mixte.

L'annexe n°1 jointe dresse un état de la situation des personnels concernés à la date de création du Syndicat Mixte, en précisant la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui seront confiées à chaque agent, sans préjudice des ajustements éventuels qui pourront s'avérer nécessaires et qui s'opéreront sans nécessiter un avenant à la présente convention.

Article 2 : Les frais de déplacements, de missions, de réceptions, de séminaires de ces personnels dans le cadre de leurs fonctions seront pris en charge directement par le Syndicat Mixte sur son budget selon les modalités définies par le Comité Syndical.

Le directeur du Syndicat Mixte veillera à informer sans délai la Ville de Paris (direction des ressources humaines) de toute modification pouvant survenir dans la situation personnelle de ces agents (situation familiale, arrêts de maladie, changements de domicile,...). Il transmettra régulièrement un état de la situation des agents au regard des droits à congés et de leur éventuel compte épargne-temps.

Article 3 : En application de la présente convention, les personnels du Syndicat Mixte dont la liste sera communiquée à la Ville de Paris, continueront de bénéficier des services de médecine professionnelle et préventive de la Ville, ainsi que de l'ensemble du dispositif de politique sociale de la Ville (accès aux restaurants administratifs, aux équipements publics municipaux, aides au logement, loisirs et sports, prestations pour les enfants...). Aucun remboursement ne sera demandé au Syndicat Mixte par la Ville au titre des dispositions du présent article.

L'actualisation de la liste des bénéficiaires sera régulièrement adressée à la Ville de Paris.

Article 4 : La Ville de Paris met à disposition du Syndicat Mixte, contre remboursement, les locaux situés au 42 rue du Louvre, 3^{ème} étage, bureaux numérotés de 301 à 309.

Article 5 : La mise à disposition des locaux définis à l'Article 4 prendra effet à compter de la signature de la convention par les deux parties.

Article 6 : Les travaux d'entretien des bâtiments qui incombent au locataire seront assurés par le Syndicat Mixte.

Le Syndicat Mixte fera son affaire de tous les travaux d'adaptation aux nouveaux usages des locaux qui pourraient s'avérer nécessaires.

Chaque année, à la date anniversaire de la date d'effet de la présente convention, une visite des représentants de la Ville de Paris et du Syndicat Mixte sera organisée afin de s'assurer contradictoirement du bon maintien de l'état des bâtiments et des installations.

Le Syndicat Mixte assurera les obligations incombant à l'occupant. Le Syndicat Mixte contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile en sa qualité d'occupant des locaux, et contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dommages causés par l'électricité et les eaux ainsi que le recours des voisins de telle sorte que la Ville de Paris ne puisse être recherchée par aucun de ces chefs par l'occupant ou par des tiers. Une attestation d'assurance devra obligatoirement être fournie chaque année à la Ville.

Article 7 : La Ville de Paris fera son affaire de l'accomplissement des formalités nécessaires auprès du propriétaire et du gestionnaire du bâtiment pour acter le changement d'occupant de locaux.

Article 8 : Les locaux sont destinés à l'exercice des activités du syndicat mixte telles qu'elles sont définies par ses statuts approuvés par le Conseil de Paris dans sa séance du 2 et 3 février 2009. Tout changement dans la destination des immeubles est interdit sauf accord préalable de la Ville de Paris.

Article 9 : Le syndicat mixte ne pourra céder le bénéfice de la présente convention à un tiers sans l'accord préalable écrit de la Ville de Paris.

Article 10 : En dehors du cas d'expiration normale du délai, il pourra être mis fin à la présente convention :

- par décision de l'autorité compétente :
 - la présente convention peut être dénoncée par la Ville de Paris à toute époque, en totalité ou en partie, si un motif d'intérêt général l'exige. La décision sera prise par la Ville de Paris, notifiée en la forme administrative au bénéficiaire six mois à l'avance, sauf en cas d'urgence. Cette résiliation donnera lieu au versement au syndicat mixte d'une indemnité égale au coût du relogement engendré par cette résiliation.
 - Pour faute : en cas d'inobservation, par l'occupant, des clauses de la présente convention. Dans ce cas, une mise en demeure d'avoir à remplir ses obligations sera adressée à l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception. À l'expiration du délai d'un mois, si la mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation sera prise par la Ville de Paris, notifiée en la forme administrative ou par lettre recommandée avec accusé de réception.
- par décision de l'occupant, après un préavis de deux mois adressé à la Ville de Paris par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Par accord amiable entre la Ville de Paris et l'occupant, à une date fixée conjointement par les deux parties.

Article 11 : A l'expiration de la présente convention, les locaux mis à la disposition du syndicat mixte seront restitués de plein droit à la Ville. Le syndicat mixte ne pourra se prévaloir d'aucun droit sur ces biens.

Article 12 : La présente convention expire le 31/12/2011. Elle ne peut être reconduite tacitement. A l'expiration de sa durée, si les parties souhaitent conjointement prolonger l'occupation, une nouvelle convention sera conclue.

Le Maire de Paris

Le Président du Syndicat Mixte Autolib'

**AVENANT DE TRANSFERT
MARCHÉ SANS FORMALITÉ PRÉALABLE N°2009 106 00 10035**

**RECHERCHE D'UN PRESTATAIRE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA
COMMUNICATION ET POUR LA CREATION DU SITE INTERNET PROJET
PROVISOIRE DANS LE CADRE D'AUTOLIB'**

Entre

I. LA VILLE DE PARIS

Représentée par le Maire de Paris
(ci-après dénommée « **la Ville de Paris** »)

d'une part,

et

II. LE SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'

Représentée par son Président

d'autre part.

et

III. LA SOCIETE PLAN CREATIF BEES'NET

Représentée par son Président ayant son siège social à PARIS 75011-10 rue Mercoeur,
représentée par son Président Clément ROUSSEAU dûment habilité à signer le présent
avenant

d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de l'avenant

Le présent avenant de transfert a pour objet le changement de pouvoir adjudicateur pour le présent marché.

En effet, par délibération en date des 2 et 3 février 2009, la Ville de Paris a autorisé le Maire de Paris à effectuer les démarches nécessaires à la création d'un syndicat mixte ouvert auquel elle a transféré ses compétences en matière de service de location horaire de véhicules (Autolib').

Par arrêté en date du 6 juillet 2009, le Préfet de la Région Ile de France a procédé à la création dudit Syndicat mixte ouvert.

Dès lors, ce marché passé par la Ville de Paris en préfiguration de ce futur service doit être transféré au Syndicat Autolib'.

Article 2 : Règlement des prestations

La Ville de Paris réglera directement au titulaire toutes les prestations commandées par elle et exécutées à la date de signature du présent avenant.

Le Syndicat Mixte réglera au titulaire toutes les autres prestations.

A Paris, le
Pour la Ville de Paris

A Paris, le
Pour le Syndicat Mixte Autolib'

A Paris, le
Pour le titulaire du marché